

### 5.1. L'EXTRÊME-DROITE EN EUROPE EN 2012

Jean-Yves Camus<sup>1</sup>

Pendant l'année écoulée, des élections présidentielles et/ou législatives au suffrage universel se sont déroulées dans des 27 pays membres de l'Union européenne ainsi que dans des pays non-membres. Dans d'autres pays européens ont eu lieu des scrutins régionaux ou locaux suffisamment significatifs pour avoir valeur de tests de l'influence électorale de l'extrême-droite. Ce sont l'étendue et l'évolution de celle-ci qui forment l'objet du présent article qui, comme toutes les études sur le sujet, a pour limite l'absence de consensus entre les chercheurs en science politique sur une définition précise de l'extrême-droite. Il nous paraît donc indispensable, en guise d'introduction, de poser quelques définitions.

Peuvent-être considérés selon nous comme appartenant à la famille politique d'extrême-droite, dans le cadre européen, les partis et mouvements dont l'idéologie combine à des degrés divers et à un moment donné les six caractéristiques suivantes : une vision de la société fondée sur l'opposition entre un entre-soi valorisé et un tiers exclu, la première catégorie étant d'abord celle des « nationaux » et la seconde celle des « étrangers » ; une idée organiciste de la Nation dont sont sublimées la pérennité, la cohésion et la pureté ; l'appel à un traitement juridique différencié des nationaux et des étrangers pour ce qui concerne les droits civiques, économiques et sociaux ; la volonté de réduire drastiquement ou d'arrêter l'immigration extra-européenne, voire de renvoyer les immigrés non-européens ; la mise en opposition des élites soi-disant dévoyées avec un peuple qui serait par nature sain dans ses valeurs et son « bon sens » ; la préférence pour une démocratie directe et plébiscitaire

<sup>1</sup> Politologue par l'Institut d'Etudes Politiques de Paris (SciencesPo), d'Etudes Supérieures d'Histoire Contemporaine (EHESS) et de l'Université Paris I. Chercheur associé à l'Institut de recherches internationales et stratégiques (IRIS), spécialiste de l'extrême droite.

plutôt que représentative et libérale. Au-delà de ce socle commun aux partis nationaux-populistes, toutes les options sont possibles sur les autres sujets. Ainsi de l'attitude à adopter face à la mondialisation libérale, au rôle de l'Etat dans l'économie et la régulation sociale ou encore à l'idée d'une forme supra-nationale de gouvernance européenne.

En premier lieu et à quelques exceptions près, la grande majorité des partis politiques européens d'extrême-droite participe aujourd'hui aux élections quand ils en ont les moyens financiers et humains. Se dessine ainsi une distinction fondamentale entre formations électoralistes et extra-parlementaires. Ces dernières privilégient l'activisme de rue, l'action métapolitique de conquête d'influence intellectuelle ou l'implication dans le champ des pratiques sociales, généralement selon une stratégie « mouvementiste » calquée sur celle de la gauche extra-parlementaire. Cette subdivision n'est jamais absolument étanche : l'extrême-droite peut également être vue comme une nébuleuse au centre de laquelle un parti électoraliste remplit la fonction consistant à porter la parole publique dans le cadre légal en interaction, assumée ou non, avec des groupuscules activistes qui servent de réservoir militant, d'aiguillon idéologique, de service d'ordre ou d'outil d'agitation. Le tandem Jobbik/Magyar Garda en Hongrie est un bon exemple contemporain d'une répartition des tâches tellement évidente qu'elle semble répondre à la seule nécessité de dissocier activités légales et para-légales. Au contraire le rapport entre Freie Kameradschaften allemandes et NPD est davantage celui d'une tension intellectuelle et d'une divergence/complémentarité dans les pratiques militantes.

Dernière précision théorique : l'implication de l'extrême-droite dans le processus électoral est bien le signe d'une acceptation *formelle* des mécanismes de la démocratie. Elle ne vaut cependant pas approbation du *principe* démocratique : les formations phalangistes espagnoles, l'Aube dorée en Grèce et le Jobbik en Hongrie le rejettent clairement mais n'en présentent pas moins des candidats aux élections et ont éventuellement des élus qui siègent. Le choix de participer au processus démocratique a pour signification

principale la prise en compte du rapport de forces objectif et du climat de l'opinion qui rendent aujourd'hui quasiment inenvisageable la prise du pouvoir par un acte séditieux ou violent. C'est en ce sens que l'action fasciste n'est plus actuelle, ce qui n'exclut pas que l'idéologie fasciste demeure dans certains cas un référent intellectuel.

### **L'année électorale 2012 de l'extrême-droite européenne :**

#### Les partis en progression dans un paysage électoral contrasté

L'examen des résultats électoraux ne fait apparaître aucun des phénomènes de « vague » ou de montée continue et globale de l'extrême-droite régulièrement évoqués dans la littérature journalistique. Cette constatation empirique vaut pour l'Europe occidentale comme pour l'Europe centrale et orientale, même si le trend général s'explique par des phénomènes politiques distincts d'une zone à l'autre. De manière factuelle, les seules progressions électorales remarquables et indiscutables se sont produites en France et en Grèce. En France lors de l'élection présidentielle d'avril, Marine Le Pen a obtenu le meilleur score historique du parti qu'elle préside : 17,9% des inscrits au premier tour, soit 6 421 426 voix. Deux mois plus tard le Front national faisait élire deux députés à l'Assemblée nationale (voir dans cet Annuaire l'article consacré au *Front national*). En Grèce le parti nationaliste radical Chryssi Avghi (Aube dorée) est devenu la cinquième formation du pays. Lors des deux élections législatives de mai et juin 2012 il a obtenu 6,97% puis 6,92%, soit 21 puis 18 élus. L'irruption rapide sur la scène politique d'un mouvement qui en 2009 ne recevait que 0,29% des suffrages et existe depuis 1992 s'explique par une inversion du rapport de forces entre son concurrent l'Alarme Populaire Orthodoxe (LAOS) et lui. Lorsqu'en novembre 2011 le LAOS choisit d'entrer dans le gouvernement de coalition dirigé par Lucas Papadimos, chargé jusqu'au 17 mai 2012 de mettre en application le plan d'austérité imposé à la Grèce par l'Union européenne et le Fonds Monétaire International, il perd par ce choix même sa fonction de parti anti-système à tonalité ultra-nationaliste et eurosceptique. Le LAOS perd ses 16 députés et devient marginal (2,89% puis 1,58%) : son potentiel électoral de 2009 soit 5,63%, est intégralement capté par l'Aube dorée, malgré l'apparition des Grecs indépendants (ANEL), scission

eurosceptique et nationaliste du parti conservateur Nouvelle démocratie qui entre au Parlement avec 10,62% puis 7,51% des voix. Cette remise en perspective du succès de l'Aube dorée n'invalide pas la classification du mouvement comme « néo-nazi » mais elle permet de souligner que les électeurs du parti ont moins voté pour un national-socialisme à la grecque que contre la mise sous tutelle financière du pays, contre la classe politique et contre la « trahison » du LAOS. Les méthodes de campagne de l'Aube dorée, consistant à présenter des candidats non-issus de l'*establishment* et à cibler particulièrement les quartiers populaires délaissés par l'action de l'Etat ont d'autant mieux réussi que le scrutin de 2012 a vu une progression globale des formations (Syriza à gauche ; Chrissi Avghi à l'extrême-droite) hostiles à la grande coalition entre conservateurs et socialistes. Idéologiquement l'Aube dorée est incontestablement le parti d'extrême-droite européen le plus radical à avoir une représentation parlementaire : il est antisémite, nie la réalité du génocide des juifs, défend une conception raciale de « l'hellénité », ses militants organisent des violences collectives contre les migrants, il diffusait encore en 2012 des ouvrages faisant l'apologie de la guerre ethnique (les *Turner diaries*) ainsi que *Mein Kampf*.

Au chapitre des excellents-et surprenants-scores électoraux on ne peut guère ajouter que celui du parti nationaliste ukrainien Svoboda, dirigé par Oleh Tiahnybok, qui a remporté 10,44% et 38 sièges de députés lors des élections législatives de juillet 2012. Le cœur idéologique du mouvement est l'ultra-nationalisme anticomuniste teinté de référence à la religion orthodoxe, anti-russe et antisémite promu avant, pendant et en exil après la seconde guerre mondiale, par l'Organisation des Nationalistes Ukrainiens (OUN) de Stepan Bandera puis Yaroslav Stetsko. Les bastions du parti demeurent les régions de Lviv et Ivano-Frankivsk en Galicie (scores compris entre 31% et 38% des voix), ce qui confirme une continuité historique avec l'implantation de l'OUN. Toutefois le niveau du vote pour Svoboda, qui devient le second parti à Kiev avec 10,84%, laisse entrevoir des raisons plus conjoncturelles à la percée de Svoboda, qui ne reste embryonnaire qu'à l'est du pays, ethniquement russe en majorité. Le vote pour Svoboda (mot signifiant *liberté*) est avant tout une protestation contre la corruption endémique et l'imbrication des oligarques avec

la vie politique. Il montre un double rejet, du régime autoritaire pro-russe du président Viktor Ianoukovytch et de l'opposition dirigée par Ioulia Tymochenko, à laquelle sont reprochés sa proximité avec l'Occident et sa gestion guère plus transparente que celle de son successeur.

### Les partis puissants en régression

Il nous faut d'abord signaler la contre-performance électorale majeure du Partij voor de Vrijheid (PVV) que dirige Geert Wilders, lors des législatives du 12 septembre 2012 aux Pays-Bas. Le PVV obtient 10,1% des voix et garde 15 sièges de députés mais il en perd 9 par rapport au scrutin de 2010. Bien qu'il soit toujours la troisième formation politique hollandaise, il paye au prix fort le fait d'avoir fait tomber le gouvernement de coalition des chrétiens-démocrates et des libéraux de centre-droit auquel il permettait d'avoir une majorité au Parlement. Ayant choisi la formule du soutien sans participation au gouvernement dirigé par Mark Rutte, le PVV a fini par rompre avec la majorité sur les questions liées aux réformes économiques et financières préconisées par l'Union européenne, son programme étant plutôt orienté vers la protection des acquis sociaux et le refus de se plier aux mesures d'austérité budgétaire imposées par Bruxelles. Eurosceptique, il a clairement été désavoué par la majorité des électeurs qui ont voté pour les partis pro-européens, libéral et social-démocrate. Le mauvais score du PVV démontre également les limites du phénomène Geert Wilders. D'une part il n'a jamais voulu organiser un parti politique de masse, le PVV n'étant qu'une étiquette électorale et son seul adhérent étant Wilders lui-même, qui peut ainsi le manipuler et l'orienter à sa guise. D'autre part le succès de la campagne islamophobe menée par le parti à ses débuts tend à s'effriter tant ses revendications sont excessives (interdiction de la vente du Coran ; de l'immigration en provenance de pays musulmans et d'Europe de l'est ; des écoles coraniques ; perception d'une taxe sur le port du hijab). Le phénomène Wilders demeure toutefois un exemple intéressant de ces partis dont la classification à l'extrême-droite n'est pas évidente : c'est un cas limite, comme l'Union Démocratique du Centre suisse, de ce que nous proposons d'appeler les droites populistes et xénophobes radicalisées. Autrement dit, des formations qui se distinguent de la troisième vague » des

partis nationaux-populistes par leurs racines dans la droite conservatrice ou libérale, qui sont dépourvues de filiation néo-fasciste ; dont le discours attaque le multiculturalisme et l'incompatibilité supposée de l'islam avec la civilisation judéo-chrétienne ; qui sont hostiles à l'immigration sans promouvoir la hiérarchie des races ; qui ne mobilisent pas politiquement l'antisémitisme. Le PVV possède enfin une particularité idéologique qui le place dans la continuité du phénomène Pim Fortuyn au début des années 2000 : définissant l'islam comme un totalitarisme qui cherche à saper la laïcité ainsi que les droits de l'homme et notamment des minorités, il en vient à prendre la défense de valeurs généralement associées à la gauche, telles que les droits des femmes et des homosexuels, la liberté de conscience et le droit au blasphème et le droit à la différence en général.

Le second recul important de l'extrême-droite en 2012 s'est manifesté dans la partie néerlandophone de la Belgique (la Flandre) où le Vlaams Belang (VB) a vu son électorat fondre lors des élections communales et provinciales du 14 octobre, au profit de la Nieuw- Vlaamse Alliantie (N-VA) dirigée par Bart De Wever, élu maire d'Anvers. De 21, 5% des voix aux élections provinciales de 2006 le VB régresse à 8,9 % tandis que son concurrent obtient 28%, faisant ainsi plus que doubler son score. Cette percée spectaculaire est une confirmation de l'excellent résultat de la N-VA lors des élections législatives du 13 juin 2010 (17,9% au plan national contre 7,76% pour le Vlaams Belang). La crise profonde qui touche la formation indépendantiste flamande d'extrême-droite peut être attribuée aux raisons suivantes. Tout d'abord une crise de leadership : l'affrontement au sommet du parti de plusieurs personnalités fortes qui exerçaient une sorte de direction collective (Franck Vanecke ; Filip Dewinter et Gerolf Annemans) a profité à Bart De Wever, leader charismatique et incontesté de la N-VA. Ensuite une crise de légitimité : la revendication d'indépendance flamande, le soutien aux néerlandophones au plan des revendications linguistiques et institutionnelles, l'inscription dans l'histoire du mouvement national flamand ainsi qu'une attitude de grande fermeté à l'égard de l'immigration, sont aussi bien défendues par la N-VA que par le Vlaams Belang. A la différence fondamentale près que la première est un parti

démocratique conservateur de droite, économiquement libéral, alors que le second est ostracisé depuis les années 1990 par le « cordon sanitaire » des formations démocratiques qui refusent tout accord avec lui. Le fait que la N-VA ait refusé d'entrer dans la majorité qui soutient depuis 2011 le gouvernement du socialiste Elio di Rupo, parce que l'accord de coalition n'aurait pas assez loin dans le sens d'une évolution de l'Etat belge vers une confédération, a accrédité l'idée au sein de l'électorat que le vote pour le Vlaams Belang était au fond un vote protestataire perdu, là où son concurrent, issu de la même matrice idéologique, incarnait une alternative de gouvernement ainsi que la possibilité concrète, après le scrutin de 2014, d'une nouvelle réforme de l'Etat instaurant une très large autonomie flamande dans les domaines du droit, de la fiscalité, de la maîtrise des transferts sociaux, de la législation sur l'immigration. L'Etat confédéral ne conserverait alors comme pouvoirs que les secteurs régaliens de la monnaie, de la défense et des affaires étrangères, sans nécessairement abolir la monarchie et la remplacer par une République comme l'exige le Vlaams Belang, mais pas la N-VA.

Pour conclure on rappellera deux cas de résultats mitigés pour des formations importantes. Le premier en Finlande : lors de l'élection présidentielle Timo Soini, président des Vrais Finnois, est arrivé en quatrième position avec 9,4% des voix, sur un programme hostile à l'Union européenne, au renflouement des pays européens en proie à la crise de la dette publique et contre l'OTAN. En Suisse lors des élections cantonales l'Union démocratique du centre (UDC) qui a perdu des sièges en Suisse centrale et orientale, tout en gagnant dans le canton d'Argovie et à Bâle-Ville. L'UDC, qui au total occupe 544 sièges dans les parlements cantonaux, est désormais la seconde formation des droites suisses et dépasse les 30% dans certaines régions. Née en Suisse alémanique, elle gagne progressivement du terrain dans la partie francophone du pays grâce à une nouvelle génération d'élus dont Oskar Freysinger qui a acquis une notoriété européenne de par son langage et son allure modernes à tonalité identitaire sur les questions de l'immigration, du multiculturalisme et de l'islam.

#### Les tentatives électorales marginales

Le sentiment répandu qu'il existe une « vague » d'extrême-droite en Europe occulte les échecs de cette famille politique face au suffrage universel. Dans plusieurs pays elle ne remporte que des scores marginaux, en dépit de l'existence objective de plusieurs des facteurs généralement interprétés comme favorables à l'émergence d'une droite radicale, telle la crise économique et financière, la défiance croissante à l'égard de l'Union européenne et des élites politiques ou encore le vif débat autour du multiculturalisme, de l'immigration et de l'islam. L'exemple-type de l'extrême-droite marginale est espagnol. Dans la lignée de son score insignifiant des législatives de 2011, celle-ci est sortie laminée des élections régionales de 2012 : en Andalousie, 0,06% pour FE de la JONS et 0,01% pour le MSR. Les phalangistes font à peine mieux en Galice (0,09%) et le Mouvement Social Républicain ne dépasse pas 0,03% dans les Asturies, en dépit de son programme anticapitaliste, « social » et anti-globalisation. L'échec peut être attribué à l'émiettement du camp nationaliste, à l'absence de leadership en son sein, à la faiblesse des forces militantes et enfin à l'image négative que conservent les partis d'extrême-droite, moins de 40 ans après la chute du franquisme. Malgré un agenda politique nettement différent, xénophobe et régionaliste catalan, Plataforma per Catalunya n'a obtenu dans sa région que 1,65% (60,142 voix). Cela en fait la formation la plus en vue de la mouvance « identitaire » avec le Bloc identitaire français mais dans les deux cas la visibilité médiatique est supérieure à l'influence politique.

La même marginalité frappe l'extrême-droite en Belgique francophone où depuis le milieu des années 1990, l'ancien Front national belge, calqué sur le modèle français, n'en finit pas de se scinder en factions qui se livrent une guerre acharnée. En Wallonie, frappée par l'anomie urbaine et la désindustrialisation, le potentiel électoral existe : le score cumulé des 6 différentes listes d'extrême-droite atteint 11% à Charleroi. Toutefois en moyenne, les scores de 2012 représentent la moitié, ou encore moins, de ceux de 2006. Des 28 conseillers communaux alors élus en Wallonie, il ne reste plus que 6 et dans la région de Bruxelles-Capitale l'extrême droite francophone n'a plus aucun élu. L'atomisation de l'extrême-droite francophone aboutit à l'existence du FN belge de Salvatore Nicotra (4 élus communaux), de la Fédération des nationalistes wallons (FNW) et de Wallonie d'Abord ! (1 élu

chacun). S'ils sauvent le strict minimum au plan des communes, ces formations n'ont toutefois plus d'élus régionaux et depuis 2010, plus d'élus au plan national. Privées en conséquence du financement public, elles comptaient bénéficier des retombées positives du bon score de Marine Le Pen à la présidentielle française. Or celle-ci a interdit par voie de justice toute utilisation de son image ou du nom du FN français lors de la campagne électorale belge.

Le phénomène de fragmentation et de marginalisation s'est également confirmé lors des élections locales du 3 mai 2012 en Grande-Bretagne. Le British National Party (BNP) ne conserve que 3 sièges de conseillers municipaux contre 12 en 2008 et perd son élu dans son fief de Burnley. Il pâtit des succès électoraux du parti anti-européen de droite UKIP et de la crise interne qui couvrait l'élection de deux députés européens en 2009 sur fonds de scandales financiers et d'incapacité du président Nick Griffin à gérer le parti. Doté d'un encadrement de très piètre qualité et d'élus locaux incapables, le BNP souffre aussi de l'implication régulière de ses militants dans des actes de violence raciste ou de droit commun. La crise de leadership a abouti en octobre 2012 à la fondation du British Democratic Party par le député européen (ex-BNP) Andrew Brons. Les différences idéologiques entre les deux formations sont minimes. Elles sont toutes deux débordées par UKIP (entre 15 et 17% des intentions de votes fin 2012) sur la question européenne et par l'activisme de l'English Defence League sur la question de l'islam. Le même type de situation peut guetter l'extrême-droite allemande. En 2012 le Nationaldemokratische Partei Deutschlands (NPD) a obtenu des résultats décevants aux élections dans les lander de Nordrhien Westfalen (0,5%) ; Saarland (1,2%) et Schleswig-Holstein (0,1%). Il ne s'agit certes pas des régions qui lui sont le plus réceptives, mais la possibilité de voir le NPD dépasser la barre des 5% indispensable pour entrer au Bundestag en septembre 2013 demeure très faible. Elle le sera d'autant plus qu'existe maintenant un parti eurosceptique et démocratique, Alternative für Deutschland et qu'une partie du potentiel électoral à droite de la CDU est capté soit par le mouvement des *Freie Wähler* sur le thème de la démocratie directe, soit par des formations populistes anti-islam (Pro-NRW qui a remporté 1,5% des voix en Rhénanie-Westphalie ; Die Freiheit).

L'Europe centrale et orientale elle-même, malgré les apparences, n'est plus une terre de succès assuré pour l'extrême-droite. Celle-ci répondait, dans les années 1990-2000, aux attentes de l'électorat mécontent des conséquences économiques et sociales d'une intégration européenne menée à marche forcée. Elle séduisait une partie des citoyens fidèles à une conception ethnique de l'identité et inquiets de la supposée décadence que ne manquerait pas d'amener l'influence occidentale. Si ces phénomènes perdurent, tout comme la corruption, une nouvelle génération de partis politiques naît en Europe de l'est qui porte l'exigence de transparence, de probité et de réformes à partir des demandes de la société civile et sans lien aucun avec l'extrémisme de droite : ainsi en République Tchèque Top 09 et Věci veřejn; en Bulgarie l'Association des Citoyens bulgares de l'ancienne commissaire européenne Meglena Kouneva ; en Pologne la Liste Palikot ; en Lituanie la Voie du courage (*Drašos Kelias*) et le parti Ordre et Justice (*Tvarka ir teisingumas*); en Lettonie le Parti de la Réforme. La naissance ou la croissance de ces formations diminuent le potentiel électoral des droites radicales. élections régionales d'octobre 2012. Ainsi dans un contexte global de recomposition de la droite et du centre-droit ainsi que de l'existence d'une droite conservatrice eurosceptique, le très radical Dělnická strana/Dělnická strana sociální spravedlnosti ( Parti des travailleurs et de la justice sociale) obtient 1,51% dans la région de Hradec Kralové ; 1,61% à Liberec ; 2,15% en Moravie-Silésie. Lorsque la Lituanie a élu son Parlement en Octobre 2012 les deux petits partis ultra nationalistes, *Lietuva Lietuvoje* et *Jaunoji Lietuva* ont respectivement obtenu 0,94% et 0,63%. Lors des législatives le Parti National Slovaque (SNS) a continué à perdre de l'influence: avec 4,55%, il perd ses députés faute d'avoir dépassé la bare des 5% requise pour obtenir un siège. Un sort similaire a frappé le Parti national Serbe (SRS) dont le président Vojislav Seselj est actuellement jugé par le Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie et emprisonné à La Haye. Recueillant seulement 4,63% donc aucun élu, il paye évidemment l'absence physique de son dirigeant. L'ancien adjoint de celui-ci, Tomislav Nikolic, a toutefois eu l'intelligence politique de proposer aux électeurs une nouvelle formation, Faisons bouger la Serbie! (*Pokrenimo Srbiju*). Nationaliste et partisan de la Grande Serbie, négateur du caractère génocidaire du massacre de Srebrenica mais moins

provocateur que Seselj, moins hostile à l'Europe, Nikilic a été élu en mai 2012 à la tête de l'Etat serbe par 49,4% des voix. Son parti est devenu le même mois le plus représenté au Parlement (24,04%). Le SRS devenu marginal garde toutefois des élus dans les assemblées régionales de Kosovo-Métohidja et Voïvodine. Sa caractéristique est de demeurer un des rares partis actifs dans plusieurs pays européens à la fois : en Serbie mais aussi, sous le nom de Stranka Srpskih Radikala (SSR) au Monténégro (0,85% aux législatives de 2012); de Srpska Radikalna Stranka en Bosnie ; de Radikalna stranka na Srbite vo Makedonija (RSSM) en Macédoine et de Partija podunavskih Srba (PPS) en Croatie. On signalera enfin qu'en Russie lors de l'élection présidentielle, le président du Parti libéral-démocrate (LDPR) Vladimir Jirinovski, n'a obtenu que 6,22% des voix. On doit y voir une confirmation du rôle de faux opposant au système que joue le LDPR depuis les années 90, qui multiplie les déclarations démagogiques contre Medvedev puis Poutine mais vote au final avec le parti gouvernemental à la Douma. On y trouvera aussi la confirmation du fait que l'influence électorale de l'extrême-droite baisse alors même que (voire parce que) en Europe de l'est le discours anti-occidental, anti-libéral, ethnociste et nationaliste imprègne bien d'autres partis de la droite démocratique ou de la gauche (souvent ex-communistes) situés dans la majorité comme dans l'opposition.

### **Quelle évolution pour l'extrême-droite extra-parlementaire ?**

L'extrême-droite européenne s'était alignée sur la modernité en choisissant de privilégier la voie électorale sur la vie groupusculaire et l'action violente. Elle évolue désormais de trois manières principales : en s'appropriant les nouveaux moyens de communication et la maîtrise de l'image télévisuelle; en retournant certains concepts de la gauche post-1968, tels que le droit à la différence ou celui des minorités, à son avantage, dans une optique ethno-différentialiste et anti-égalitaire ; en marginalisant l'expression de l'antisémitisme, remplacé comme préjugé dominant par l'islamophobie. Les mouvements qui n'acceptent pas de s'aligner sur ces changements restent confinés à une vie extra-parlementaire d'autant plus marginale que le mouvement skinhead est beaucoup moins puissant qu'il y a 20 ans, le marché de la *hate music* aussi, et que la législation antiraciste a restreint presque partout leur possibilité d'utiliser

un langage ouvertement radical. Trois tendances innovatrices se manifestent pourtant au sein de la culture des droites radicales. La première est la progression des groupes dits « autonomes », du type des Fraternités indépendantes allemandes (*freie Kameradschaften*) dont les caractéristiques sont l'organisation locale et cloisonnée pour échapper à la répression, la capacité et la volonté de passer au stade clandestin voire terroriste et le retournement idéologique de thématiques gauchistes : anti-globalisation, antisionisme radical, volonté de combattre l'Etat et ses symboles, y compris la police et l'armée. La seconde est l'écho rencontré par l'expérience italienne d'actualisation du fascisme initiée par les romains de Casapound, adeptes d'un fascisme de l'action sociale, anticapitaliste et communautaire. La dernière est l'aiguillon idéologique du mouvement identitaire (en premier lieu le Bloc identitaire français), qui reformule nombre d'idées de la Nouvelle droite des années 70-80 dont l'ethno-différentialisme, le localisme, le régionalisme. Pour presque tous ceux-là, l'horizon strictement national est dépassé et le combat politique est centré désormais sur la définition d'une identité civilisationnelle européenne sur la base de l'ethnie et de la terre ancestrale.